VENEZUELA - « La souveraineté du Venezuela doit être respectée » (Nadine Gordimer, Salim Lamrani, Noam Chomsky, Adolfo Pérez Esquivel, José Saramago - Alia2)

jeudi 29 décembre 2005, mis en ligne par [Dial](#)

Caracas (Venezuela) - 14 décembre 2005 - [Alia2](#)- Depuis l'élection de M. Hugo Chávez à la présidence de la République, les attaques contre la démocratie vénézuélienne se sont multipliées avec de flagrantes preuves d'ingérence de la part des Etats-Unis.

Le 11 avril 2002, le président Chávez a été victime d'un coup d'Etat fomenté par l'administration Bush avec la complicité des secteurs les plus antidémocratiques de la société vénézuélienne. Moins de 48 heures plus tard, la junte putschiste a été balayée par la mobilisation populaire qui a exigé sans relâche et avec succès le retour du représentant légitime de la nation.

En décembre 2002, l'opposition, non contente de son coup de force raté, a tenté de saboter l'industrie pétrolière, vitale au bon fonctionnement du pays, et a causé des dommages colossaux à l'économie nationale. En août 2005, le révérend ultraconservateur Pat Robertson, très proche de la Maison-Blanche a appelé, lors d'une émission de télévision de grande écoute, à assassiner M. Hugo Chávez, sans être nullement inquiété par la justice. Son assassinat « nous coûterait beaucoup moins d'argent que de lancer une guerre », a-t-il affirmé.

En septembre 2005, le président Hugo Chávez a publiquement dénoncé l'existence de plusieurs plans d'invasion du Venezuela par les forces militaires étasuniennes. Washington ne cesse de stigmatiser le leader vénézuélien comme représentant « une force négative » pour la sécurité du continent américain.

En novembre 2005, le gouvernement de M. José Luis Zapatero a subi des pressions extrêmement fortes de la part des Etats-Unis afin que l'Espagne ne procède pas à la vente d'armes au Venezuela, faisant preuve d'un patent mépris des règles internationales de diplomatie.

Durant les six dernières années, l'opposition a subi onze déroutes électorales consécutives, malgré toutes les campagnes médiatiques qu'elle a menées contre le gouvernement de M. Hugo Chávez.

Face à cette débâcle ininterrompue, l'opposition, qui a perdu toute assise populaire, a décidé de boycotter les dernières élections parlementaires dans le but de saborder le processus démocratique. De lourds soupçons pèsent sur les Etats-Unis considérés comme le promoteur de cette nouvelle tentative de déstabilisation.

Il est inacceptable que la démocratie soit prise en otage par une opposition, en partie financée par Washington, qui refuse de se plier aux règles électorales.

Les choix souverains du peuple vénézuélien doivent être respectés car l'avenir de la nation ne se décide pas dans les bureaux de la Maison-Blanche mais passe par les urnes bolivariennes !

Nadine Gordimer, Salim Lamrani, Noam Chomsky, Adolfo Pérez Esquivel, José Saramago

<http://www.alia2.net/article132432.html>